



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 À R.2123-3
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage :

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Etablissement du service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France

Conducteur d'opération :

ESID/IDF – Division Gestion du Patrimoine
USID de VERSAILLES

Objet du marché :

**MAISONS-LAFFITTE (78) – Caserne GALLIENI - Stand de tir B6 – Adaptation du stand de
tir pour passage de la butte en granulats.**

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1.	OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE	5
1.2.	DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN TRANCHES/ EN LOTS/EN TRANCHES ET EN LOTS	5
1.2.1.	<i>Allotissement du marché</i>	5
1.3.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE SECURITE	5
1.3.1.	<i>Accès au site</i>	5
1.3.2.	<i>Le marché est un « contrat classé »</i>	6
1.4.	FORMES DE NOTIFICATIONS DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS	6
1.4.1.	<i>Communication du Maître d'œuvre au titulaire</i>	6
1.4.2.	<i>Définition et objet des ordres de services</i>	6
1.4.3.	<i>Expédition des ordres de service à l'entrepreneur</i>	7
1.4.4.	<i>Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre</i>	7
1.4.5.	<i>Communication du maître d'ouvrage au titulaire</i>	7
1.5.	MAITRISE D'ŒUVRE	7
1.6.	REGISTRE DE CHANTIER	8
1.7.	CONTROLE TECHNIQUE DANS LE CADRE DE LA LOI DU 4 JANVIER 1978.....	8
1.8.	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX	8
1.9.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	8
1.10.	SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	8
2.	PIECES DU MARCHÉ.....	8
2.1.	PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES	8
2.2.	PIECES PARTICULIERES NON CONTRACTUELLES	9
2.3.	PIECES GENERALES CONTRACTUELLES	9
2.4.	PIECES GENERALES NON CONTRACTUELLES	10
2.5.	PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE.....	10
3.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.	10
3.1.	REPARTITION DES PAIEMENTS	10
3.2.	CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES.....	10
3.2.1.	<i>Contenu des prix</i>	10
3.2.1.1.	Par dérogation à l'article 9.1.1, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :	10
3.2.1.2.	Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :	11
3.2.1.3.	En cas de groupement conjoint.....	11
3.2.2.	<i>Modalités de règlement des comptes du marché</i>	11
3.2.3.	<i>Approvisionnements</i>	12
3.2.4.	<i>Délai global de paiement</i>	12
3.2.5.	<i>Intérêts moratoires</i>	13
3.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	13
3.3.1.	<i>Type de variation des prix</i>	13
3.3.2.	<i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	13
3.3.3.	<i>Choix de l'index de référence</i>	13
3.3.4.	<i>Modalités d'actualisation des prix</i>	13
3.3.5.	<i>Modalités de révision des prix</i>	13
3.3.6.	<i>Application de la taxe sur la valeur ajoutée</i>	14
3.4.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
3.4.1.	<i>Le paiement direct des sous-traitants</i>	14
3.4.2.	<i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	14
3.4.3.	<i>Modalités de paiement direct par virements</i>	15
3.5.	PAIEMENT DES COTRAITANTS	15
3.6.	RETENUE DE GARANTIE	15
3.7.	AVANCE	15
4.	DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	16
4.1.	DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
4.2.	INTEMPERIES	16
4.3.	PENALITES.....	16

5.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
5.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
5.1.1.	<i>Interdiction de l'amiante.....</i>	18
5.2.	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS..	19
5.2.1.	<i>Caractéristiques et qualités.....</i>	19
5.2.2.	<i>Essais et épreuves</i>	19
6.	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	19
6.1.	PIQUETAGE GENERAL	19
6.2.	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	19
7.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
7.1.	PERIODE DE PREPARATION –PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX	19
7.1.1.	<i>Par les soins du maître d’œuvre :</i>	19
7.1.2.	<i>Par les soins du coordonnateur SPS :.....</i>	20
7.1.3.	<i>Par les soins du titulaire / des cotraitants :</i>	20
-	<i>Outre les opérations prévues au CCTP, la mise en place des installations prévues à l'article 7.4.2 du présent CCAP.....</i>	20
7.1.3.1.	Documents soumis au visa du maître d’œuvre :	20
7.1.3.2.	Documents non soumis au visa du maître d’œuvre :	20
7.1.3.3.	Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité	20
7.1.3.4.	Exécution des prestations en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique ..	21
7.2.	PLANS D’EXECUTION- NOTES DE CALCULS- ETUDES DE DETAIL.....	21
7.3.	APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	22
7.4.	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	22
7.4.1.	<i>Facilités accordées pour l'installation de chantier.....</i>	22
7.4.2.	<i>Installations à réaliser par le titulaire du marché</i>	23
7.4.3.	<i>Mesures d'hygiène et de sécurité</i>	23
7.4.4.	<i>Mission du coordonnateur SPS :</i>	23
7.4.5.	<i>Mesures de sécurité particulières aux risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées.....</i>	24
7.4.5.1.	Fournitures de données nécessaires à l'élaboration de statistiques relatives aux chantiers	24
7.4.5.2.	Mesures de sécurité contre l'incendie	24
7.4.5.3.	Mesures à prendre par l'entreprise chargée de l'électricité	25
7.4.5.4.	Mesures en cas de climatisation du chantier	25
7.4.6.	<i>Pertes et avaries.....</i>	25
7.4.7.	<i>Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé</i>	25
7.5.	TRAVAUX NON PREVUS	25
8.	CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	25
8.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	25
8.2.	RECEPTION	26
8.2.1.	<i>Opérations préalables à la réception :.....</i>	26
8.2.2.	<i>Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....</i>	26
8.2.3.	<i>Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....</i>	26
8.2.4.	<i>Documents fournis après exécution.</i>	26
9.	GARANTIES	26
9.1.	GARANTIES GENERALES	26
9.1.1.	<i>Garantie de parfait achèvement.....</i>	27
9.1.2.	<i>Garantie de bon fonctionnement</i>	27
9.1.3.	<i>Garantie décennale</i>	27
9.2.	GARANTIES PARTICULIERES	27
10.	ASSURANCES	27
11.	RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX	27
12.	DIFFERENDS ET LITIGES	28
13.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	29

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales Travaux (C.C.A.G Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Il est précisé que dans l'ensemble du document, le terme de « représentant du pouvoir adjudicateur » est utilisé pour désigner l'autorité qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'exécution à prix global et forfaitaire des travaux d'adaptation du stand B6 de la Caserne GALLIENI située à Maisons-Laffitte (78), pour le passage de la butte de tir en granulats.

Le présent marché s'inscrit dans une opération comportant :

- les travaux objets du présent C.C.A.P ;
- des marchés de services :
 - Un marché de coordination en matière de sécurité et protection de la santé de 2^{ème} catégorie ;
 - Un marché de contrôle technique.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.2. Décomposition du marché en tranches/ en lots/en tranches et en lots

1.2.1. Allotissement du marché

Sans objet.

1.3. Obligation de confidentialité et de sécurité

1.3.1. Accès au site

Les travaux ayant lieu sur le domaine militaire, l'attention du titulaire est attirée sur les prescriptions de l'article 5 du C.C.A.G Travaux et notamment son article 5.3. L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant au chantier fera l'objet d'une enquête administrative lors de la période de préparation. L'enquête administrative est effectuée dans un délai moyen d'un mois. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Les dispositions suivantes seront notamment appliquées :

Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire de chaque lot pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci,

comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire de chaque lot devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Les ouvriers devront avoir en port apparent le badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).

Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par la maîtrise d'œuvre. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée à la maîtrise d'œuvre dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.3.2. Le marché est un « contrat classé »

Sans Objet.

1.4. Formes de notifications des documents et informations

1.4.1. Communication du Maître d'œuvre au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'œuvre interne (MOe) avec l'entreprise titulaire d'un marché public de travaux pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Cette durée s'étend de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

1.4.2. Définition et objet des ordres de services

Par dérogation à l'article 2 du CCAG travaux, l'ordre de service est la décision du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, l'ordre de service doit être écrit, signé, par le maître d'œuvre ou son représentant, daté et numéroté.

1.4.3. Expédition des ordres de service à l'entrepreneur

L'OS est adressé à l'entrepreneur ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Une copie de chaque OS à destination de l'entrepreneur est adressée au représentant du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (courriel).

L'entrepreneur retourne immédiatement un exemplaire au maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de sa réserve au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. Travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, aucune observation du titulaire ne justifie la suspension du délai d'exécution d'un ordre de service à l'initiative de ce dernier.

Par dérogation à l'article 3.8.6 du CCAG Travaux, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives reconnues comme telles par le MOU, qui ne sont pas du fait du titulaire et qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à rémunération complémentaire dans les conditions de l'article 7.5 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13. 1 du CCAG Travaux. En cas de désaccord avec le maître d'ouvrage sur le caractère supplémentaire ou modificatif des travaux objet de l'ordre de service, le titulaire peut en sus des réserves qu'il est alors tenu d'apporter sous peine de forclusion dans les conditions de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux et 1.4.2 du présent CCAP, faire valoir son désaccord dans le cadre d'un mémoire en réclamation dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Dans le cas d'une notification au titulaire de décisions qui font courir un délai ou établissent un point de départ pour des pénalités, les ordres de service seront notifiés par la maîtrise d'œuvre soit sous forme dématérialisée (courriel) avec accusé réception, soit par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

1.4.4. Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre

Durant la période d'exécution du marché et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le maître d'œuvre conserve les ordres de service originaux et tient une liste de ces ordres à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au RPA sur sa demande.

1.4.5. Communication du maître d'ouvrage au titulaire

Conformément à l'article 3.1.1 du C.C.A.G. Travaux, les décisions pourront être notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionné dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé, soit par voie dématérialisée via la plateforme des achats de l'Etat.

1.5. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'USID de Versailles de l'Etablissement du service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France représenté par le Chef de l'Unité de soutien de l'infrastructure de la Défense de VERSAILLES (sous réserve d'un changement ultérieur par le représentant du pouvoir adjudicateur) qui est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

1.6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier par le maître d'œuvre.

1.7. Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978 modifiée le 9 juillet 1996.

Ce contrôle est assuré par la société DEKRA INDUSTRIAL.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à

- la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables ;
- la mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- la mission LE relative à la solidité des existants ;
- la mission VIEL relative à la vérification initiale électrique.

1.8. Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux sont assurées par le mandataire ou le titulaire du marché de travaux.

1.9. Sécurité et protection de la santé

L'opération fait l'objet d'un marché en matière de sécurité et de protection de la santé de 2^{ème} catégorie, conformément au décret 94-1159 du 26 décembre 1994, sur la (ou les) phase(s) conception et/ou réalisation dont le titulaire est connu et dont le nom est : QUALICONSLT SECURITE.

1.10. Système de sécurité incendie

Sans objet.

2. PIECES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. Pièces particulières contractuelles

- 1) l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), assorti des documents ci-après :
 - a. Liste des schémas et tableaux
 - b. Jeu de 13 schémas et tableaux :

NUMERO	DESIGNATION
1/	TABLEAU DES LEGENDES REFERENCEES
2/	SCHEMA DE LOCALISATION DES TRAVAUX
3/	SCHEMA DE LOCALISATION DES RESEAUX ET EQUIPEMENTS

4/	SCHEMA D'IMPLANTATION GENERALE EXISTANT
5/	SCHEMA DE LOCALISATION DEMOLITION ET OBTURATION
6/	SCHEMA D'IMPLANTATION FUTURE
7/	SCHEMA D'IMPLANTATION DE LA PASSERELLE METALLIQUE
8/	SCHEMA DETAIL DE LA PASSERELLE METALLIQUE
9/	SCHEMA D'IMPLANTATON DES ECLAIRAGES INTERIEURS
10/	SCHEMA D'IMPLANTATON DES ECLAIRAGES EXTERIEURS
11/	SCHEMA ELEVATION AA
12/	SCHEMA ELEVATION BB
13/	SCHEMA COUPE DE PRINCIPE DE LA BUTTE

4) le programme ou calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux établi avant notification auquel se substituera éventuellement un unique calendrier d'exécution détaillé notifié par ordre de service ;

5) le mémoire technique ;

6) Le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé ;

7) Le rapport initial de contrôle technique ;

8) Actes spéciaux de sous-traitance étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seul foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

2.2. Pièces particulières non contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux :

1) la décomposition du prix global et forfaitaire éventuellement complétée par une décomposition détaillée du prix global et forfaitaire

2.3. Pièces générales contractuelles

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG Travaux, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4-2. sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

1) Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

2) Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de

- travaux en vigueur lors de la notification du marché ;
- 3) Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Économie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.

2.4. Pièces générales non contractuelles

- 1) L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.5. Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants éventuels.

3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du C.C.A.G Travaux, les prix du marché sont établis hors TVA.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- par un prix global et forfaitaire.

3.2.1.1. Par dérogation à l'article 9.1.1, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :

- les dépenses liées aux mesures de sécurité particulière à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées,
- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du RPA et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations, dont l'assurance de responsabilité décennale pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du Code des assurances, y compris dans le cas où il apparaîtrait nécessaire a/aux entreprise(s) titulaire(s) de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, **notamment celles relatives à la lutte contre la propagation de la COVID-19 ;**
- les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du bâtiment dans lequel les travaux sont exécutés,
- les dépenses afférentes au préchauffage éventuellement nécessaire pour permettre l'exécution des travaux de finition,
- le chargement, le transport, le déchargement, la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, les engins de levage nécessaires, les nacelles d'accès, l'aménagement d'une aire de stockage;
- les diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux;

- les frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux ; les demandes d'autorisation sont à la charge du service et les frais inhérents à ces procédures sont réputés à la charge de l'entreprise.

3.2.1.2. Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :

Sans objet.

3.2.1.3. En cas de groupement conjoint

Le montant du poste « frais de coordination » sera inclus dans l'offre du mandataire du groupement et sera réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des divers corps d'état, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces corps d'état.

Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au corps d'état assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

3.2.2. Modalités de règlement des comptes du marché

A. « Facturation » dématérialisée.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D10711L078) ;**
- **le numéro SIRET ESID 13000190200167 ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures sur état d'acompte seront déposées dans l'onglet « Factures de travaux ». Pour toutes questions relatives au paiement sur états d'acompte, écrire à l'adresse suivante :

esid-ile-de-france.sec-cdt.fct@intradef.gouv.fr

B. Dispositions diverses.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le montant des révisions de prix ou de l'actualisation à régler à l'entreprise n'est pas établi par le titulaire dans le projet de décompte mensuel, mais est calculé par la personne publique, dans le respect des conditions prévues à l'article 3-3 du présent document.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, la notification des projets de décomptes intervient dans un délai de 14 jours à compter de la réception de la demande de paiement mensuel.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.2.2, 12.4.1 et 12.4.2 du CCAG Travaux, le Représentant du pouvoir adjudicateur établit et adresse directement à l'entrepreneur l'état d'acompte mensuel par

simple lettre ou, le cas échéant par voie dématérialisée (Chorus Pro) et le décompte général par lettre recommandée avec avis de réception postal ou, le cas échéant par voie dématérialisée (Chorus Pro).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des trois dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au maître d'œuvre, ou le cas échéant, après le dépôt sur la solution Chorus Pro du projet de décompte final par le titulaire ;
- dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde
- dix jours à compter de la date de levée des réserves.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire de contester le décompte général conformément à l'article 12 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 12.4.2, l'acheteur notifie le décompte général une fois les réserves levées.

La signature de projet de décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur prévue à l'article 12.4.2 du CCAG travaux sera effectuée de manière électronique. Le projet de décompte général devient alors le décompte général.

Par dérogation aux articles 12.4.3 et 12.4.4 du CCAG Travaux, le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires afférents au solde.

En complément de l'article 12.4.3 du CCAG Travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, le motif de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation. Ce désaccord sera réglé conformément aux dispositions prévues dans les clauses du CCAP prévues à l'article 12.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés au présent article et que l'ouvrage a été réceptionné sans réserves, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 120 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé. Passé ce délai, si le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, en cas de réception avec ou sous réserve, dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés au présent article, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

La date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

3.2.3. Approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnements.

3.2.4. Délai global de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable au pouvoir adjudicateur contractant.

A titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation en vigueur applicable, le délai global des paiements interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

3.2.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Type de variation des prix

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées au 3.3.2 et 3.3.6.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé " mois zéro ".

En cas de négociation, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel l'entrepreneur a signé sa dernière proposition de prix. Ce mois est appelé " mois zéro ".

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
BT 01	Tous corps d'état

publié sur le site internet à l'adresse : www.insee.fr

Les indemnités, pénalités, retenues et primes ne sont pas révisables.

3.3.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

3.3.5. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n/I_0)$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois n.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : $PN \times (Io / In)$ dans laquelle, Io et In représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

3.3.6. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.4. Paiement des sous-traitants

3.4.1. Le paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la Défense, notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

3.4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement est réalisée par un acte spécial selon le modèle fourni par le représentant du pouvoir adjudicateur. L'acte spécial précise tous les éléments énumérés dans l'article R.2193-1 du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire (ou sous-traitant de rang supérieur en cas de sous-traitance indirecte) devra joindre, en sus du projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande à la personne responsable du marché par une demande d'acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé après, visa du maître d'œuvre, à l'adresse suivante :

*Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France
Service achats infrastructure
Base des Loges
8, Avenue du Président Kennedy
BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE cedex*

3.4.3. Modalités de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en un exemplaire au projet de décompte, une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et exclu la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, ce dernier joint en double exemplaire au projet de décompte une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TVA.

3.5. Paiement des cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminé à partir du projet de décompte afférent au corps d'état assigné à ce cotraitant.

3.6. Retenue de garantie

Sans objet.

3.7. Avance

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excédant pas douze (12) mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 20 % du montant initial du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de l'avance. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque corps d'état est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

4. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai (s) d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2. Intempéries

Conformément au dernier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G Travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrables.

Les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après sont réputés comme normalement prévisibles tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Durée</i>
<i>Pluie</i>	<i>10 mm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Neige</i>	<i>10 cm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>-5°C à l'ouverture du chantier</i>	<i>x</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>+ 35°C à l'ouverture du chantier</i>	<i>x</i>
<i>Vent</i>	<i>70km/h</i>	<i>Au moins 3 rafales avec 3 heures</i>

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo de TRAPPES (78).

4.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total n'excéderait pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total du marché.

PENALITES POUR RETARD :	
<i>Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux</i>	
Période	Montant en Euros HT
Pendant la période de préparation	1/1000 ^{ème} du montant en euros HT du marché par jour calendaire de retard
le titulaire subit une pénalité journalière	
Pendant l'exécution des travaux	
le titulaire subit une pénalité journalière	
PENALITES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS	
Période	Montant en Euros HT
Pendant la période de préparation	
Retard dans la production des documents demandés à l'article 7-1 du C.C.A.P. qui doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard dix (10) jours avant le dernier jour de la période de préparation.	75 euros HT/jour et par document
Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	
Pendant l'exécution des travaux	
Retard dans la production de documents (hors projet de décompte) demandés pendant l'exécution des travaux (OS inclus).	75 euros HT/jour et par document
Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	
Après l'exécution des travaux	
Pour pallier le retard dans la remise des <u>DOE remis simultanément avec les bordereaux de suivi des déchets</u> , à fournir après exécution par le titulaire, une retenue est opérée pour l'ensemble de ces documents et elle est opérée tant que la totalité des documents n'a pas été fournie, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G TRAVAUX sur les sommes dues au titulaire.	Retenue de 5000 euros HT Le montant de la retenue doit être au minimum égal à la somme nécessaire pour pouvoir passer un marché permettant de faire réaliser par une autre entreprise les documents demandés.
En cas de retard dans la remise des bordereaux de suivi des déchets à fournir après exécution par le titulaire lors de la remise des DOE. Celui-ci encourt une pénalité en plus de la retenue prévue ci-dessus.	Pénalité de 150 euros HT par jour de retard/ par bordereau. Le montant de cette pénalité est plafonné au montant de la retenue provisoire prévue ci-dessus.
En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux.	Pénalité de 75 euros HT par jour de retard/ par document. Le montant de cette pénalité est plafonné au montant de la retenue provisoire prévue ci-dessus.
A la réception du ou des documents concernés, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées. La retenue provisoire sera levée dès remise de l'intégralité des documents dus indépendamment des pénalités qui pourraient être appliquées. La remise d'un document s'entend sous une forme achevée et acceptée par le maître de l'ouvrage ; la remise d'un document non abouti n'interrompt pas le décompte du délai. A cet effet, le titulaire est invité à transmettre pour avis à la personne publique toute version intermédiaire qu'il jugera utile, sans toutefois que le délai pris par la personne publique pour émettre un avis n'interrompe le décompte du délai.	
PENALITES DIVERSES	
Objet	Montant en € HT
Sous-traitance illégale	
Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de	1500 €

<p>L'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service du maître d'œuvre.</p> <p>Le titulaire est tenu d'inclure dans le sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant du pouvoir adjudicateur une clause prévoyant « la résiliation du sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.</p>	
Lutte contre le travail dissimulé	
<p>En cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 7.3 du CCAP ou lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.</p>	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Port du badge de l'entreprise	
<p>En cas de non-respect de l'obligation du port apparent du badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).</p>	50 € par ouvrier et par constat journalier.
Absence aux réunions de chantier	
<p>Une réunion de chantier hebdomadaire a lieu sur convocation du maître d'œuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.</p>	150 € HT / absence
Retard dans le repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux	
<p>Retard dans le repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux :</p>	100 € HT / jour calendaire de retard

5. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

5.1.1. Interdiction de l'amiante

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une déclaration « en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce, en conformité avec les arrêtés DAF_2021_001851

du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier au « formulaire de déclaration en vue d'exception à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

5.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

5.2.1. Caractéristiques et qualités

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G TRAVAUX et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge de l'entrepreneur.

5.2.2. Essais et épreuves

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix nouveau;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6. IMPLANTATION DES OUVRAGES.

6.1. Piquetage général

Conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G Travaux, le piquetage est effectué contradictoirement, avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P. avant le commencement des travaux.

6.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G Travaux.

7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation –Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée de 4 mois comprise dans le délai d'exécution du marché.

Par dérogation aux articles 18.1.1. et 28.1 du CCAG Travaux, la date contractuelle de commencement des travaux débute le lendemain de la date d'expiration de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux, la durée de la période de préparation ne peut être prolongée que par décision du représentant du pouvoir adjudicateur si elle a pour effet de prolonger également le délai d'exécution du marché de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

7.1.1. Par les soins du maître d'œuvre :

- Délivrance des autorisations d'accès comme défini à l'article 1-3. ci-dessus ;
- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Mise à disposition des sources d'énergie.

7.1.2. Par les soins du coordonnateur SPS :

- Communication au titulaire des noms et adresses des autres entrepreneurs cocontractants de l'administration pour le chantier et transmission, sur demande, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des autres entrepreneurs ;

7.1.3. Par les soins du titulaire / des cotraitants :

- Outre les opérations prévues au CCTP, la mise en place des installations prévues à l'article 7.4.2 du présent CCAP.

7.1.3.1. Documents soumis au visa du maître d'œuvre :

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G Travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.

- établissement des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G Travaux et à l'article 7.2 ci-après ;

- établissement et présentation si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition du prix global forfaitaire, dans les conditions de l'article 9.3.3 du C.C.A.G Travaux, (cette décomposition ne devra pas modifier les totaux et sous-totaux figurant à la décomposition fournie avec l'acte d'engagement).

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

7.1.3.2. Documents non soumis au visa du maître d'œuvre :

- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 10 ci-après ;

- d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, cette attestation devra certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

*Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
75509 PARIS CEDEX 15*

(cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, co-traitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

7.1.3.3. Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

Ces documents sont à remettre au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre et l'accord du coordonnateur SPS.

- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisées par le coordonnateur. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

7.1.3.4. Exécution des prestations en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique

I – Clauses environnementales

Clause livrables :

Tous les documents mis à disposition du RPA seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

II – La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label «relations fournisseurs et achats responsables», (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

III – Clause d'insertion sociale

Sans objet

7.2.Plans d'exécution- notes de calculs- études de détail

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Dans le cadre de la loi du 04 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul devront être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.7 du présent CCAP. Celui-ci donnera son avis dans les plus brefs délais après réception desdits documents.

Un exemplaire des documents sera transmis directement au contrôleur technique. A cet effet, le titulaire aura à sa charge, en parallèle de la fourniture des documents au maître d'œuvre, l'envoi en recommandé avec accusé de réception ou la remise en réunion contre récépissé, de tous les documents cités préalablement qui seront adressés à l'attention du contrôleur technique; les accusés de réception ou les récépissés devront pouvoir être consultables sur le chantier par le maître d'œuvre. La liste de ces

documents sera définie en période de préparation. Le titulaire tiendra à jour cette liste sur un cahier consultable en salle de réunion.

Les avis ou prescriptions du contrôleur technique doivent immédiatement être pris en compte par le titulaire dès lors qu'ils relèvent de dispositions opposables à celui-ci.

7.3. Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin de travaux du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e attestations.com>

A défaut, le marché pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3 et être résilié aux torts du titulaire.

La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, font l'objet d'une modification unilatérale par le maître d'ouvrage dès lors que cette évolution fait peser sur le titulaire une charge reconnue par les textes comme due par le MOU partiellement ou totalement.

7.4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Seules les stipulations du C.C.A.G Travaux sont applicables.

7.4.1. Facilités accordées pour l'installation de chantier

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire du marché, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Ils seront désignés lors de la période de préparation,

Ces lieux de dépôt devront être utilisés en priorité par le titulaire.

Ils seront exploités et aménagés conformément aux stipulations correspondantes du C.C.T.P.

Des branchements sur les installations existantes peuvent être exécutés mais la pose de compteurs, les frais qui en résultent et les consommations sont à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :

- La liaison électrique entre le TGBT et les lieux d'utilisation est à sa charge ;
- La fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge ;
- Il prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents ;

- Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur ;
- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution ;

7.4.2. Installations à réaliser par le titulaire du marché

Les installations suivantes seront réalisées par le titulaire dans les conditions suivantes :

- Une salle de réunion.
- Un bloc sanitaire conforme à la réglementation du travail devra être accessible pour les représentants ou assistants du maître de l'ouvrage. Les toilettes devront être écologiques (toilettes sèches, ou à chasse d'eau écologique type WeCo) ;

Ces installations seront éclairées, climatisées. Ces dépenses seront à la charge du titulaire du marché. La salle de réunion, son ameublement et ses installations resteront la propriété du titulaire mais ils ne pourront être récupérés par lui qu'après complet achèvement des travaux.

7.4.3. Mesures d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

Le chantier est soumis aux articles R4532-42 à R4532-51 du Code du travail en ce qui concerne l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire doit donner suite aux consignes formulées par le coordonnateur S.P.S en phase de réalisation dans les conditions fixées par le document, lui précisant l'autorité et les moyens du coordonnateur.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer ses pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

- Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

7.4.4. Mission du coordonnateur SPS :

La mission du coordonnateur SPS prend fin à la date de fin de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux.

A/ Présence du coordonnateur SPS sur le chantier

Le coordonnateur SPS est présent sur le chantier au moins une fois par semaine et présent à une réunion de chantier sur deux :

- visites organisées à son initiative : il en avise préalablement le représentant du pouvoir adjudicateur. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage ou son représentant si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentant d'entreprises. Les comptes rendus de visite sont portés sur le registre journal de la coordination ; il précisera le temps de visite, son objet, les observations.
- Réunion de chantier hebdomadaire : le coordonnateur participe à chaque réunion de chantier destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité du chantier. Le procès-verbal de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître de l'ouvrage au coordonnateur qui formulera ses observations éventuelles.

B/ Obligations de sécurité en cours de chantier

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase de réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci et prend si nécessaire et simultanément les mesures d'urgence qui s'imposent en exerçant les pouvoirs du maître de l'ouvrage et notamment :

- arrêter le chantier
- faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à :

- une remarque verbale
- une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste
- une remarque en réunion de chantier avec mention sur le registre journal en cas d'absence de réaction
- une demande d'arrêt partiel ou total de chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention au registre journal.

7.4.5. Mesures de sécurité particulières aux risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident d'un personnel de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées, les personnes suivantes sont à prévenir immédiatement :

- chef d'emprise : Monsieur BLONDEL Frédéric – Tél : 01 34 93 62 80

7.4.5.1. Fournitures de données nécessaires à l'élaboration de statistiques relatives aux chantiers

Ces statistiques concernent le nombre d'heures de travail, le nombre d'accidents avec arrêt y compris les accidents graves et les décès, le nombre de décès et le nombre de journées perdues.

L'entreprise titulaire du marché ou de chaque corps d'état devra renseigner un tableau récapitulatif remis dès la notification du marché. Cet état tiendra compte des travaux sous-traités et sera retourné avec le dernier projet de décompte si le marché se termine avant la fin de l'année, soit remis début janvier si le marché est pluriannuel.

7.4.5.2. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc. ..., le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu.

L'entrepreneur devra obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

b) Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marché,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

7.4.5.3. Mesures à prendre par l'entreprise chargée de l'électricité

Le personnel de l'entreprise chargée des travaux d'électricité doit :

- détenir le recueil UTEC 18.510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention,
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification,
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

7.4.5.4. Mesures en cas de climatisation du chantier

Quand les conditions climatiques l'exigeront, la décision de climatisation de certains locaux sera prise par le titulaire du marché ou du lot correspondant.

7.4.6. Pertes et avaries

En précision de l'article 17.1 du C.C.A.G Travaux, le titulaire n'aura droit à aucune indemnité sur des travaux dont le maître d'œuvre demanderait la démolition du fait qu'ils auraient été entrepris sans son visa.

7.4.7. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

7.5. Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur procède au paiement des prestations, objet de prix provisoires, suite à la conclusion d'un avenant.

Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel des travaux, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu la décision de les poursuivre prise par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages sont détaillés au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les essais sont effectués à l'initiative du maître d'œuvre au plus tard DIX (10) jours avant la réception des installations ; le maître de l'ouvrage est averti au plus tard la veille du début de la réalisation des essais.

Dans le cas où les essais ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du C.C.A.G TRAVAUX, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

8.2. Réception

La réception constitue le point de départ :

- du délai de garantie tel qu'il est défini à l'article 9 ci-après ;
- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de :

- la vérification de la bonne réalisation des travaux

La procédure de réception se déroule simultanément pour tous les corps d'état conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

8.2.1. Opérations préalables à la réception :

Par dérogation à l'article 41.1. du C.C.A.G Travaux, le maître d'œuvre procède à la réalisation des opérations préalables à la réception des travaux dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

8.2.2. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Toute prise de possession anticipée d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au plus tard quinze jours avant la date de la prise de possession.

8.2.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Toute mise à disposition d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au plus tard quinze jours avant la date de la mise à disposition.

8.2.4. Documents fournis après exécution.

Les documents à fournir par le titulaire au maître de l'ouvrage après exécution sont à fournir conformément aux prescriptions du C.C.T.P.

Par dérogation à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E. incluant les bordereaux de suivi des déchets) devra être remis lors de la réalisation des opérations préalables à la réception des travaux, par le titulaire, sous peine d'application des pénalités et de maintien la retenue provisoire prévues à l'article 4.3. du présent document.

9. GARANTIES

9.1. Garanties générales

Les garanties ci-après sont applicables au présent marché.

9.1.1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, et sous réserves que ces travaux et prestations aient bien été signalés à l'entreprise durant le délai d'un an, à compter de la date d'effet de la réception, ce délai est tacitement prolongé jusqu'à la constatation, par le maître d'œuvre, de l'exécution complète de ces travaux et prestations et uniquement pour ceux-ci, que cette garantie soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

9.1.2. Garantie de bon fonctionnement

Conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil, la garantie de bon fonctionnement couvre les équipements dissociables de la construction. Le délai de garantie est de deux (2) ans à compter de la réception.

9.1.3. Garantie décennale

Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, la garantie décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception.

9.2. Garanties particulières

Sans objet.

10. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à contracter une assurance dont le niveau des garanties est adapté aux risques relatifs à l'opération de travaux objet du marché.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement des travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 8.1.3 du C.C.A.G Travaux.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, dans les conditions mentionnées aux articles A.243-1 et suivants du Code des assurances.

A défaut, le titulaire peut fournir une attestation d'assurance personnalisée dans laquelle l'assureur certifie que son client est bien assuré pour tous travaux, objet du marché ou du corps d'état notifié.

11. RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX

La résiliation éventuelle du contrat aura lieu selon les stipulations des articles 50 à 52 du C.C.A.G travaux et dans le respect des dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux.

Le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG travaux, sera signé de manière électronique.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, il sera versé au titulaire une indemnité de 4% du montant restant dû au marché, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

12. DIFFERENDS ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 12.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la règlementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différends et litiges

Le règlement des différends et litiges s'opère en application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 55.1.1 alinéa 3 du CCAG Travaux, si la réclamation porte sur le décompte général du marché, le mémoire en réclamation doit être transmis au maître d'œuvre, aux fins de transmission au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), dans un délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux, le RPA, sur avis du maître d'œuvre, notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

Par dérogation à l'article 55.2 du CCAG Travaux, lorsque le RPA n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision du RPA ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au Directeur central du service d'infrastructure de la Défense (RPA en copie) un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation, à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la Défense
SDAI/SAJMI
3, rue de l'indépendance américaine CS 80601 — 78013 VERSAILLES Cedex

La décision relative au règlement de ce différent appartient au maître de l'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire. Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître de l'ouvrage, le règlement définitif du différent relèvera des procédures fixées aux articles 55.3 (procédure contentieuse) et 55.4 (intervention du comité consultatif de règlement amiable) du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 55.5 du CCAG Travaux, les dispositions relatives à la conciliation et à l'arbitrage ne s'appliquent pas au présent marché.

13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P :

- 1.4.2 déroge aux articles 2 et 3.8.1 ;
- 1.4.3 déroge aux articles 3.8.2 ; 3.8.6 et 13.6 ;
- 1.6 déroge à l'article 28.5 du C.C.A.G Travaux ;
- 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 2.2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 2.3 déroge à l'article 23.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 2.5 déroge à l'article 4.2 du C.C.A.G Travaux ;
- 3.2.1.1 déroge à l'article 9.11 du C.C.A.G Travaux ;
- 3.2.2 déroge aux articles 12.1.7 ; 12.2.2 ; 12.4.1 12.4.2 ; 12.4.3 et 12.4.4 du C.C.A.G Travaux ;
- 4.3 déroge à l'article 19.2.1 ; 19.2.2 ; 19.2.3 et 19.2.4 du C.C.A.G Travaux ;
- 7.1 déroge à l'article 28.1 et 18.1.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 7.3 déroge à l'article 6.2 du C.C.A.G Travaux ;
- 7.5 déroge aux articles 13.5 ; 14.4.2 et 14.4.3 du C.C.A.G Travaux ;
- 8.2.1 déroge à l'article 41.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 8.2.4 déroge à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux ;
- 9.1.1 déroge à l'article 44.2 du C.C.A.G. Travaux ;
- 10 déroge à 8.1.1 du C.C.A.G. Travaux ;
- 11 déroge à l'article 50.4 du C.C.A.G Travaux ;
- 12 déroge aux articles 55.1.1, 55.1.2, 55.2 et 55.5 du C.C.A.G Travaux.